

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES EN FORETS DOMANIALES DE L'AGENCE TERRITORIALE HERAULT-GARD

LOT N°4

OBJET DE L'ACCORD-CADRE	Travaux relatifs à la création ou l'entretien de dessertes forestières dans les forêts domaniales de l'agence Hérault-Gard, DT Midi-Méditerranée
N° DE L'ACCORD-CADRE	2025-8765-001
OBJET DU LOT	Lot N°4 : Travaux de création et entretien de routes et pistes forestières non revêtues dans la forêt domaniale de Minervois_Piste de Linze
PROCÉDURE	MARCHE SUBSÉQUENT A UN ACCORD-CADRE
FORME DU MARCHE SUBSÉQUENT	Marché ponctuel

RÈGLEMENT DE CONSULTATION DU MARCHE SUBSÉQUENT N°2

1 OBJET DE LA REMISE EN CONCURRENCE - PROCÉDURE DE PASSATION

Le présent règlement de la consultation concerne le marché subséquent N°2 de l'accord-cadre n°2025-8765-001 relatif à l'exécution de travaux de création et entretien de routes et pistes forestières non revêtues dans la forêt domaniale de Minervois (Lot N°4).

Ce marché est composé de **1** seul lot listé dans le tableau ci-après :

Forêt	Nom de la route	Entretien/ Création	TFT Responsable	Coordonnées
FD Minervois	Piste de Linze	Entretien	Jean CAMPLO	06-11-13-15-07

2 VISITE DE CHANTIER (OBLIGATOIRE)

Une visite obligatoire du chantier est organisée :

Le **mardi 20 mai 2025 à 15h00** (carrefour D182-Piste AVM2)

<https://maps.app.goo.gl/KigYR1XLGhUFkcAq6>

3 MODIFICATIONS DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION - COMPLÉMENTS À APPORTER AU CCTP

3.1. Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 4 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessous est reportée, la disposition ci-dessus est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.2. Compléments à apporter au CCTP, variantes et/ou options

Les candidats n'ont pas à modifier le CCTP, mais peuvent y apporter les compléments qu'ils jugent nécessaires à une bonne réalisation des prestations.

Compte tenu des spécifications techniques imposées, les variantes ne sont pas acceptées.

3.3. Durée/délais d'exécution des marchés subséquents

Le présent marché subséquent est conclu pour l'année 2025.

Le délai d'exécution indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement du marché subséquent court à compter de sa date de notification.

La date de fin de réalisation impérative des travaux est fixée au **31/08/2025**

4 CONTENU DU PRÉSENT DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Il est précisé que le présent dossier de consultation d'entreprises ne contient pas d'enveloppe réponse.

- 1 - Le présent Règlement de Consultation
- 2 - L'Acte d'Engagement et le BPU-DQE
- 3 - Le CCTP (en référence au CCTP de l'accord-cadre)
- 4 - Les annexes (plans)

5 REMISE DES OFFRES

5.1. Transmission des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

5.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des offres est fixée au :

Mardi 27 mai 2025 à 12h00

Mardi 3 juin à 16h00

5.3. Contenu de l'enveloppe d'offre

Tous les éléments de l'offre doivent être rédigés en langue française, ou avoir fait l'objet d'une traduction par un traducteur assermenté ou dûment habilité, selon les lois du pays d'origine du candidat.

Les candidats devront obligatoirement transmettre les pièces suivantes selon les instructions ci-dessous, au risque de voir leur offre déclarée irrecevable.

- **L'acte d'engagement** du marché subséquent dûment complété. Il fixe les prix applicables au marché ; ainsi que la date prévue d'exécution du chantier.
- Le **BPU/DQE** rempli, daté et signé par le candidat.

6 CRITÈRES À PRENDRE EN COMPTE LORS DE L'ATTRIBUTION DU MARCHÉ SUBSÉQUENT

L'absence des pièces exigées à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation ou leur caractère incomplet entraînera le rejet de l'offre du candidat, pour non-conformité au règlement de la consultation.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

Critère n°1 : le Prix des prestations	70 %
Critère n°2 : Le délai de réalisation (hors aléa climatique)	30%

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

7 CONCLUSION DU MARCHÉ – MISE AU POINT

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

S'il ne les a pas déjà fournis lors de la remise de son offre, le candidat devra adresser dans un délai maximal de 10 jours calendaires à compter de la demande du pouvoir adjudicateur sous peine de voir son offre rejetée

8 RENSEIGNEMENTS

Renseignements d'ordre administratif : Florence VIALARET [_florence.vialaret@onf.fr](mailto:florence.vialaret@onf.fr)
06.14.79.20.88

Renseignements d'ordre technique : Jean CAMPLO – jean.camplo@onf.fr
06-11-13-15-07